

L'impuissance policière face à la consommation de drogues dans l'espace public

André Sophie

Chapeau :

La consommation de drogues dans l'espace public est une problématique urbaine complexe, oscillant entre gestion sécuritaire et approche de santé publique. En Belgique, cette tension est particulièrement visible dans les pratiques policières, confrontées à des injonctions contradictoires : maintenir l'ordre tout en tenant compte des réalités sociales. Cet article explore la manière dont les forces de l'ordre gèrent cette dualité, notamment à travers l'exemple de la Ville de Liège. En interrogeant les limites des réponses répressives traditionnelles, cette contribution met en lumière les défis d'une politique équilibrée en matière de drogues qui fasse sens, aussi, pour les acteurs de première ligne.

Mots clés : Drogues – Espace public – Politiques publiques – Police

« Il y a peu de domaines de notre vie privée et en société où existe un tel écart entre ce que savent et pensent les spécialistes et l'opinion publique et – encore plus – les responsables politiques, un monde, de l'autre côté du miroir, où règnent les dogmes et fausses évidences : drogues "douces/dures", théorie de l'escalade, le "fléau des drogues"... » (Costes, 2013 : 11)

L'usage de drogues dans l'espace public est une réalité incontournable des centres urbains contemporains. Il s'agit d'un phénomène visible, complexe et qui suscite des réactions contrastées de la part des citoyens, des autorités locales et des acteurs de terrain. En Belgique, comme ailleurs en Europe, la question de la consommation de drogues dans l'espace public met en tension plusieurs logiques : d'un côté, la volonté de maintenir l'ordre public et de répondre aux préoccupations sécuritaires des citoyens ; de l'autre, l'impératif de santé publique et les principes de réduction des risques, qui s'opposent à une approche strictement répressive.

Historiquement, les politiques en matière de drogues oscillent entre une approche socio-sanitaire et une approche punitive. Si la Belgique s'inscrit dans une dynamique de réduction des risques depuis plusieurs décennies, cette orientation reste en tension avec des politiques locales souvent plus répressives (Decorte, 2019). Cette dualité se manifeste de manière particulièrement évidente dans la gestion policière du phénomène. Les forces de l'ordre sont en effet en première ligne face aux usagers de drogues et aux scènes de consommation dans l'espace public et doivent répondre aux injonctions des autorités locales tout en tenant compte des réalités du

terrain. Cela les place dans une situation délicate, où leurs interventions oscillent entre tolérance et répression.

Par ailleurs, la problématique des drogues en milieu urbain ne peut être dissociée d'autres enjeux liés à l'espace public, tels que la marginalisation sociale, les manifestations de la pauvreté, ou encore d'autres phénomènes à la frontière de la déviance tels que la mendicité ou le travail du sexe qui, s'ils ne se recouvrent pas, se superposent dans certains contextes. En effet, bien que distincts, ces phénomènes partagent des dynamiques communes : une forte concentration dans certains quartiers, une visibilité perçue comme dérangeante et des réponses politiques oscillant entre inclusion et exclusion. La gestion locale de ces questions peut ainsi entrer en contradiction avec les grandes orientations politiques supralocales, révélant les tensions entre échelons de gouvernance.

Cet article s'appuie sur les résultats d'une recherche menée dans le cadre du projet Rebuilding Evidence on Drug Rooms (Reve-Droom) pour BELSPO, portant sur l'usage des drogues dans l'espace public et l'efficacité des dispositifs de réduction des risques. Il repose sur le matériau récolté au cours d'un ensemble de focus groups organisés dans quatre grandes villes belges (Liège, Bruxelles, Anvers, Gand), réunissant divers acteurs impliqués dans la gestion de cette problématique, y compris des membres des forces de l'ordre. L'analyse des témoignages recueillis, notamment auprès des policiers de la ville de Liège, permet d'illustrer les contradictions inhérentes à la gestion policière du phénomène. Elle met en lumière les limites des stratégies répressives et souligne l'opportunité d'adopter une approche plus pragmatique et intégrée, articulant sécurité et santé publiques. Loin d'être une question purement sécuritaire, la présence de consommateurs de drogues dans l'espace public interroge les modèles de gouvernance urbaine et les choix de société en matière de prise en charge des populations vulnérables. En explorant les dilemmes et les alternatives possibles, cet article invite à une réflexion sur les politiques publiques en matière de drogues et le rôle que la police peut (ou ne peut pas) jouer dans leur mise en œuvre.